

CARNET DE BORD

LES MARDIS À LA PLAGE

> PLAGE DE L'HOUIMEAU © LA ROCHELLE TOURISME



} Édito {

Le GIP Littoral a organisé, en remplacement des habituelles journées thématiques sur les plages, une série de 3 webinaires les 18, 25 mai et 1er juin après midi s'adressant au partenariat littoral de Nouvelle-Aquitaine. Les webinaires «Les mardis à la plage» ont ainsi mobilisé plus de 180 participants (élus/techniciens/bureaux d'études) d'horizons différents (tourisme, aménagement, sécurité, environnement...) et ont permis de partager des éléments de contexte, des retours d'expériences et états d'avancement d'opérations en cours ou réalisées.

A travers l'accompagnement des territoires littoraux depuis plus de dix ans sur le réaménagement durable des plages qu'il assure, le GIP Littoral a pu identifier et anticiper ces dernières années de multiples évolutions auxquelles s'est rajouté une nouvelle donne, pleine d'incertitudes, à travers la crise sanitaire que nous traversons. Le contexte actuel renforce la nécessité d'adapter nos territoires, nos pratiques et comportements. Les collectivités du littoral de Nouvelle-Aquitaine et leurs partenaires s'y préparent et anticipent les moyens à mettre en œuvre, pour, comme chaque année, concilier accueil, préservation et sécurité des publics.

Pour préparer cette nouvelle saison, poursuivre les échanges et la nécessaire adaptation de ces espaces de plages qui constituent tout autant le cœur de notre offre touristique que de nos pratiques quotidiennes de loisirs, le GIP Littoral a proposé 3 créneaux de 2 heures de webinaires.

SOMMAIRE

- CONTEXTE DES *WEBINAIRES PLAGES* > P 1
- DES TERRITOIRES MOBILISÉS SUR TOUTE LA FAÇADE ATLANTIQUE POUR LA SAISON 2021 > P 2
- AMÉLIORATION DE L'INFORMATION ET SENSIBILISATION SUR LES RISQUES DE BAINNADE > P 5
- UNE GESTION ENVIRONNEMENTALE DES SITES POUR FAIRE FACE À L'ÉVOLUTION DE LA FRÉQUENTATION > P 8



Littoral 2030



} Contexte des *webinaires plages* {

Le contexte dans lequel la saison 2021 va se dérouler sera, comme en 2020, marqué par de multiples incertitudes sur les plans de la fréquentation, des pratiques, des comportements...

A travers le projet « Littoral 2030 », Le GIP Littoral, ses membres et partenaires ont posé le principe de résilience comme un principe fondateur des politiques d'aménagement et de gestion du littoral régional ; ce principe prend tout son sens dans le contexte que nous traversons actuellement. En renouvelant la volonté régionale de plages partagées, ouvertes à tous et dont la préservation constitue la ligne directrice des opérations, les travaux et les projets de réaménagement de plages en Nouvelle-Aquitaine se poursuivent. Ainsi en 2021, sur les 188 plages surveillées que compte le littoral régional, 30 sites ont été requalifiés ou sont en cours de requalification et 38 sont en phase d'étude préalable.

L'organisation régionale et l'expertise collective sur les plages ont permis d'anticiper des évolutions sociétales (évolution de la fréquentation et des usages, des pratiques de mobilité...) et cette adaptation se poursuit sur de nombreux sujets : gestion environnementale des sites, amélioration de l'information, outils de connaissance, de pilotage et de gestion de la fréquentation...





DES TERRITOIRES MOBILISÉS SUR TOUTE LA FAÇADE ATLANTIQUE POUR LA SAISON 2021

Tourisme, grandes tendances nationales : Impact de la crise sanitaire sur la fréquentation et les pratiques touristiques

INTERVENANTE
Emmanuelle GALIANA
Pôle Tourisme Durable des Territoires et Filière
Atout France

Après un an de crise sanitaire, le secteur touristique est en recomposition. Les dynamiques antérieures se sont effondrées en moins d'un mois, rappelant les conséquences de la crise de 2009. Au niveau mondial, c'est plus d'un milliard d'arrivées touristiques en moins et une perte de recettes internationales colossale (estimée à 28,4 milliards pour la France, soit une baisse de près de 50% vs 2019). De nombreux marchés ont manqué à l'appel et si la bonne tenue des taux de départ des Français en France et de rares marchés européens (Belgique, Suisse et Pays-Bas) a permis à de nombreuses destinations de contenir l'impact de la crise sanitaire entre mi-juillet et mi-août, les flux touristiques se sont plus difficilement maintenus au-delà de la saison estivale, ne permettant de compenser. Dans ce contexte, le littoral de Nouvelle-Aquitaine a été relativement épargné, surtout en périodes post-confinements.

La reprise inquiète et questionne : nombreux impacts de la chute de l'aérien, menaces sur les emplois touristiques, souffrance de l'hôtellerie et des destinations urbaines, modification de la géographie du tourisme français, incertitudes de déplacement et financières.

Seuls les logements individuels (particuliers à particuliers) semblent avoir été préservés ou, du moins n'ont constaté qu'une légère baisse. L'Organisation mondiale du tourisme (OMT) prévoit un retour à la normale sous 2 à 4 ans. La prudence reste donc de mise, mais les perspectives pour l'été qui arrive sont très positives et incitent à poursuivre et développer les réflexions en matière d'aménagement, de services offerts et de communication menées dans les destinations afin de gérer la fréquentation et ses potentielles dérives.

» Focus Surfréquentation

Tout un travail de sensibilisation auprès des voyageurs en pensant le parcours client, doit être imaginé. Ces éléments permettront de réduire les conflits d'usage potentiels sur sites.



Destination Baie de Quiberon

INTERVENANTE

Virginie GENDROT
Responsable Tourisme
CdC Auray Quiberon Terre Atlantique

Avec ses 3 îles, sa presqu'île, sa côte sauvage et son parc naturel régional «le Golfe du Morbihan», le territoire de la Baie de Quiberon attire les amateurs de nature, de plage et de nautisme. La saison 2020 a été un tournant pour la destination. Cela s'explique par l'attractivité de la destination Bretagne pour le court-séjour pendant ou après la crise mais aussi la hausse du «workation», phénomène de télétravail dans sa résidence secondaire. Cependant, l'année 2020 a fait apparaître des tensions : conflits d'usage entre baigneurs-usagers-surfeurs et rejet du tourisme par les populations locales.

Si ces phénomènes ne sont pas nouveaux, ils ont été amplifiés et ont conduit les élus de la CdC à mettre en place des groupes de travail (sécurité, signalétique, nautisme et environnement) et des zonages pour gérer les activités. La CdC est aujourd'hui mobilisée sur l'écriture d'un plan d'actions à 10 ans sur la gestion des plages et des flux.



La Baie de Quiberon © Patrice Baisseau

» Baie de Quiberon : 2ème destination touristique bretonne

- > à 1h de Rennes et 2h40 de Paris en TGV
- > 11 millions de nuitées en 2015
- > En 2010, le tourisme représentait 20% des emplois du territoire du Pays d'Auray

Gérer les flux, les pratiques et usages liés au surf dans un contexte de forte tension, Bidart

INTERVENANTE

Nathalie BILLBAO
Directrice Générale Adjointe au Service Juridique
Mairie de Bidart

Bidart, situé entre Biarritz et Guéthary, compte environ 8000 habitants à l'année, population quadruplée l'été, avec la présence de gros camping sur le territoire communal. Sur la façade océanique longue de 4.7 km, on trouve 5 plages surveillées dont certaines le sont sur les ailes de saison (Mai-Octobre).

Depuis 2012, la commune a mis en place une procédure formalisée de mise en concurrence et d'attribution d'autorisations aux écoles de surf. Un état des lieux a été réalisé au préalable afin de déterminer la capacité d'accueil des zones réglementées. La démarche visait à déterminer le nombre adéquat d'écoles de surf autorisées sur la plage au regard des conditions... Reconduite une première fois en 2016 et en 2021, cette procédure procure des avantages aux écoles de surf concessionnaires (emplacement pour un local d'accueil, publicité, identification sur le site de l'office de tourisme, etc.)



Plage d'Ereaga © CD64

» Bilan

- > Aucun recours
- > Peu de conflits entre les écoles de surf concessionnaires et non-concessionnaires
- > Peu d'écoles de surf itinérantes



Une stratégie d'accueil pour les plages de Gironde soumises à la pression métropolitaine

INTERVENANTES

Éléonore GENEAU
Chargée de mission Littoral et Développement Durable
Mairie de Lacanau

Aurélie DELABRE
Directrice de Cabinet
Mairie de Lège-Cap-Ferret

Les plages océanes des trois communes de Lège-Cap-Ferret, Le Porge et Lacanau rencontrent une fréquentation croissante qui interroge à certains moments de l'année, et sur certains secteurs, la capacité à accueillir de manière qualitative et apaisée les usagers des plages. Ces 3 communes sont engagées dans des démarches plans-plage visant à garantir les meilleures conditions d'accès et d'accueil aux plages. Elles sont aussi engagées dans des démarches environnementales (réduction des déchets à la source, zéro déchets, préservation). Au-delà des programmes de réaménagement de sites, les 3 collectivités, membres de trois intercommunalités différentes, ont souhaité travailler ensemble afin d'établir **une convergence de leurs stratégies d'accueil** sur leurs plages. Cette réflexion est conduite dans le cadre d'un groupement de commande avec le GIP Littoral. L'enjeu est de coconstruire des réponses partagées et adaptées, et pour cela plusieurs **temps de concertation** avec les acteurs locaux et les usagers sont prévus dans la mission.

Un diagnostic a été réalisé afin de partager les constats : une hausse de la fréquentation en lien avec les dynamiques territoriales (une démographie des communes littorales et de la métropole soutenue, couplée à une hausse de la fréquentation touristique), des pics de fréquentation avérés et/ou perçus, des enjeux certains de gestion des flux en provenance de la métropole bordelaise, l'apparition

de nouveaux usages, de conflits d'usage, d'incivilités, une problématique de gestion des risques (feux de forêt, noyade...).

La stratégie, en cours d'élaboration à ce jour, a pour but de permettre aux différents sites de tendre vers une **fréquentation « soutenable »**. Une feuille de route est en cours de déclinaison, mais d'ores et déjà le choix a été fait de lancer des actions dès 2021 : se doter d'une capacité de mesure du taux de remplissage de certains parkings, remonter l'information aux usagers, etc. ●

» Les 4 axes de la stratégie

- > Se doter d'une capacité de mesure de flux pour informer et piloter
- > Répondre aux pressions et accompagner les évolutions par la construction partenariale des alternatives en matière d'offre
- > Planifier les nouvelles offres de mobilités pour faciliter et fluidifier l'accès et préserver l'environnement
- > Anticiper les besoins en matière de nouvelle offre de plage en portant et en incarnant une image nouvelle des plages



©ORTMA

AMÉLIORATION DE L'INFORMATION ET SENSIBILISATION SUR LES RISQUES DE BAINNADE

Conférence introductive : Présentation du projet Données Plages

INTERVENANT

Christophe LABARRE
Project Manager & Data Protection Officer
GIP ATGeRI

Elise COUTURIER
Directrice Adjointe
GIP Littoral

Le projet « données plages » trouve son historique dans la mission d'accompagnement des projets locaux de réaménagement de plans-plage. Pour certaines plages les plus proches des agglomérations, la fréquentation a aujourd'hui atteint des niveaux interrogeant la capacité d'accueil de ces espaces naturels, ainsi que la capacité des communes à accueillir les usagers de manière apaisée et sécurisée.

Dans ce contexte, le GIP Littoral a mené plusieurs projets (enquête, remontée d'information sur la fréquentation des plages...) qui ont mis en avant un déficit de données sur les plages malgré une demande forte des usagers. Le GIP et ses partenaires ont donc engagé le projet « données plage » avec l'objectif de qualifier progressivement une base de données sur les plages surveillées de la Région. Aujourd'hui, cette base regroupe les données suivantes : géolocalisation de toutes les plages surveillées, nature de la baignade, caractéristiques de la plage, périodes et horaires de surveillance, équipements, services, stationnement, accès PMR....

Pour mettre en valeur la donnée, une visionneuse a été développée en 2020, affichant en temps réel les plages surveillées. Les contributeurs de ce projet sont multiples : les offices de tourisme via les Systèmes d'information touristique (SIT), les collectivités et le GIP littoral. Tous sont engagés dans la démarche d'**ouverture des données**.

L'année 2021 va permettre de poursuivre le travail de qualification de nouvelles données, mais aussi d'expérimenter le **travail sur de la donnée**

en temps réel en lien avec 2 projets : le déploiement sur la CdC de l'île d'Oléron de l'application métiers de la société IRIS Interactive pour remonter de la donnée des postes de secours (couleur des drapeaux...) et le déploiement par la société ALYCE sur les sites du Porge et de Lège Cap Ferret de capteurs remontant de la donnée temps réel sur le remplissage des parkings de plage. Le GIP ATGeRI a pu rappeler les enjeux d'intégration de ces données temps réels en matière de collecte, de stockage ou encore de traitement.

Le Groupement d'Intérêt Public Aménagement du Territoire et Gestion des Risques (ATGeRI) a pour mission de fournir à ses membres des outils fiables et complets d'aide à la décision en matière de données. Il travaille principalement sur les questions d'aménagement du territoire et de gestion des risques. Le GIP ATGeRI produit de la cartographie, des tableaux de bord et outils d'analyse, ainsi qu'une bourse de données: PIGMA (Plateforme d'échange de données en Nouvelle-Aquitaine).

» En savoir +

Enquête les bordelais à la plage en 2016 et campagne de mesure de la fréquentation des plages en 2017 et utilisation de la donnée sur GoPlage :

<https://www.giplittoral.fr>



Kalilo : Une application numérique sur les conditions de baignade au Pays Basque

INTERVENANTE

Caroline SARRADE
Directrice Littoral et Milieux Naturels
Communauté d'Agglomération Pays Basque

Très attractive et largement urbanisée, la côte basque fait face à des problématiques liées à la qualité des eaux. Les collectivités se sont engagées depuis de nombreuses années dans la gestion active, sous l'égide de l'agglomération Pays Basque.

Cette dernière a mis en place de nombreux outils pour procéder à des analyses rapides sur les 35 plages du territoire. Les prélèvements matinaux sont complétés d'outils de modélisation de la qualité de l'eau pour la journée. En 2019, le choix est fait de communiquer largement ces informations aux usagers leur permettant de connaître les fermetures éventuelles de plages. L'application grand public Kalilo développée par Setavoo permet d'indi-

Expérimentation d'une appli-métier dans les postes de secours de l'île d'Oléron

INTERVENANT

Sébastien FILATREAU
Responsable du Pôle Littoral & Nature
CdC Ile d'Oléron

En partenariat avec l'Agence de développement économique (ADI) régionale, et 1ère action du Tourisme Lab de Nouvelle-Aquitaine, un appel à idées visant la valorisation des données sur les plages, lancé fin 2020, a permis de retenir la solution **Maplage.info déployée par Iris interactive**. Il s'agit d'une application métiers permettant de recueillir de la donnée directement auprès des postes de secours. La CdC de l'île d'Oléron s'est portée candidate pour expérimenter cet été 2021 la solution

quer les conditions de baignade. Disponible en plusieurs langues, elle informe des périodes et horaires de surveillance, de la couleur des drapeaux et de la conformité de la qualité de l'eau.

En 2020, dans le contexte Covid, la démarche de communication digitale a été déclinée en communication physique avec des bâches sur les plages pour informer sur les alertes spécifiques et rappeler les gestes barrières. En 2021, le travail se poursuit avec des alertes sur le cancer de la peau et l'engagement des communes littorales dans l'obtention du label Pavillon Bleu.



Application Kalilo sur La Grande Plage Biarritz en date du 08 Juin 2021

sur son territoire. De nombreux enjeux territoriaux ont poussé le territoire à se positionner comme territoire pilote. En effet, le territoire est très attractif sur 90km de côtes très diversifiées et le besoin se fait ressentir depuis plusieurs années de mieux informer les populations sur l'accès, la sécurité et l'accueil sur les plages de l'île. Il s'agit de tester comment les professionnels se saisissent de l'outil, dans leur fonctionnement au quotidien.



Photo aérienne Ile d'Oléron [17] ©GP Littoral

Prévention des risques de noyades dues aux baïnes

INTERVENANTE

Bénédicte GUERINEL
Chargée de mission Environnement Mer et Littoral
SGAR Nouvelle-Aquitaine

Le projet « Prévention des risques de noyades dues aux baïnes » est à l'initiative du préfet délégué à la zone de défense de Nouvelle-Aquitaine. Chaque année, ce sont une centaine d'interventions sur des noyades qui sont enregistrées en Nouvelle-Aquitaine. Au total, on estime que 16% sont en lien avec les courants dangereux appelés « Baïnes ». C'est pourquoi l'Etat a souhaité, de manière concertée, renforcer la prévention et l'information sur les risques de noyades dues aux baïnes. Cet objectif a été matérialisé par la proposition d'une nouvelle signalétique disponible sur les accès menant à des secteurs de plage non-surveillés.

La stratégie globale se décline en 3 axes :

- le recueil des données noyade
- la prévention par installation de panneaux
- la mise en place d'un dispositif d'alerte l'année prochaine (type alerte avalanche).

En conclusion, Bénédicte Guérinel a rappelé les solutions à venir en matière de signalétique baignade en lien avec le projet de décret relatif à la nouvelle norme AFNOR et a indiqué qu'il pourrait être opportun de poursuivre le travail de manière concertée à l'échelon régional sur ces sujets.

Gestion des baignades landaises: un nouveau plan d'action pour 2021

INTERVENANTE

Stéphanie BARNEIX
Chargée de mission au Syndicat Mixte de Gestion des Baignades Landaises

Créé en 2010 et constitué de l'ensemble des collectivités landaises gestionnaires de baignade, le Syndicat Mixte de Gestion des Baignades Landaises (SMGBL) a pour missions l'harmonisation des modalités de surveillance des baigneurs et de gestion de la qualité des eaux de baignade, à l'échelle du département des Landes.



Panneaux sur le risque baïnes à Lacanau Océan ©GIP Littoral

» Chiffres-clés (2018)

- > 138 noyades accidentelles en mer dont 132 dans la bande des 300m
- > 22 de ces noyades (16 %) sont en lien avec le risque baïne
- > 24 noyades ont été suivies d'un décès, dont 6 avec circonstance «baïnes»

» En savoir +

Baignade: conseils de prudence

<https://www.gironde.gouv.fr>

Les courants de baïnes expliqués en vidéo:

<http://www.observatoire-cote-aquitaine.fr/>

Le SMGBL a pour objet de conduire toute action visant à assurer le contrôle de la qualité des eaux de baignade (harmonisation de la stratégie de surveillance, élaboration de profils d'eaux de baignade, actions de communication ...) et la surveillance des baigneurs fréquentant les plages et lacs landais (aide au recrutement, harmonisation des matériels, réglementations et conditions de travail, formations). Si le syndicat poursuit ses missions de base, l'année 2021 est marquée par des nouveautés: la mise en place d'un escape game, l'expérimentation d'une brigade des plages ...



UNE GESTION ENVIRONNEMENTALE DES SITES POUR FAIRE FACE À L'ÉVOLUTION DE LA FRÉQUENTATION

Conférence introductive : Rapport gestion environnementale des plages et leurs abords

INTERVENANTE
Elise Couturier
Directrice Adjointe
GIP Littoral

Le rapport publié en 2020 sur la question de la gestion environnementale des plages et abords fait état des différentes initiatives locales et nationales en matière de gestion environnementale des plages et abords. Il s'articule autour de deux grandes thématiques : la gestion des déchets et la gestion de l'eau.

Ce rapport permet aujourd'hui de diffuser largement dans le cadre de chaque projet de réaménagement des retours d'expériences sur ces questions et il a aussi servi de cadre à l'accompagnement par le GIP Littoral en 2021 au territoire de Côte Landes Nature autour de la mise en œuvre d'une feuille de route.

» Chiffres-clés

- > Le retrait des poubelles sur le site du Porge a entraîné une réduction de 90% des déchets récoltés passant de 117 tonnes en 2014 à 6.5 tonnes en 2019
- > A Vieux Boucau, la quantité de déchets récoltée a été divisée par 14 et les coûts d'entretien par 2
- > Le retrait des 10 douches de plage d'Argelès-sur-mer (65) a permis une économie de 10 millions de litres d'eau

» En savoir +

Rapport technique Gestion environnementale des plages et de leurs abords, 2021:

<https://www.giplittoral.fr>



Laissez de mer, la Lette Benche ©GIP Littoral



Banc à marée du Cap de Horny ©GIP Littoral

Côte Landes Nature, territoire pilote gestion environnementale des plages 2021/2022

INTERVENANTS

Yves DAGUERRE, Directeur Général des Services, CdC Côte Landes Nature
Didier CHAPPAZ, Directeur, Côte Landes Nature Tourisme

Alors qu'ils travaillaient sur le projet de réaménagement durable des plages de Vielle-Saint-Girons fin 2020, les acteurs locaux se sont portés candidats à un accompagnement du GIP sur la gestion environnementale des plages et leurs abords.

Après plusieurs rencontres avec les acteurs concernés sur le territoire (office de tourisme, SITCOM, SMLL, ONF...), ainsi que des rencontres avec des porteurs de projets (Sanisphère, Ecomégot, TEO...), le territoire a validé un plan d'actions phasé pour la mise en place de plusieurs dispositifs. En 2021, toutes les mesures soutenables d'un point de vue financier pour le territoire seront engagées :

- retrait des poubelles de toutes les plages océanes,
- généralisation des bacs à marée à partir d'octobre 2021 sur toutes les plages océanes,



-lutte contre les mégots avec l'installation de bornes éco mégots sur l'ensemble du territoire intercommunal (communes littorales et rétro littorales)

Enfin, ces actions sont accompagnées d'un plan de communication global porté par la CdC Côte Landes Nature avec l'appui de son office de tourisme intercommunal. Ces actions constituent une première étape, et la feuille de route prévoit après un bilan de la saison estivale, de poursuivre le travail autour de mesures sur la limitation de la consommation d'eau (remplacement des douches et des sanitaires par des systèmes moins consommateurs...). Pour le territoire, les conditions de réussite de ce projet reposent sur l'implication de tous les acteurs dans la démarche (commerçants, prestataires, usagers, habitants) et une communication avec les moyens associés.



Communication : Plages sans poubelle et dispositif bornes Ecomégot © Côte Landes Nature

» Chiffres-clés Côte Landes Nature

- > 27 km de façade maritime
- > 5 plages océanes et 2 plages lacustres

Sites sans-poubelles, retour d'expérience de l'ONF

INTERVENANTE

Émilie SAUTRET, Cheffe de Projet Environnement et Accueil du public, ONF
Agence Landes Nord Aquitaine

Le **programme de retrait des poubelles** a été lancé en 2012 sur les aires de pique nique de Carcans-Plage et le site de Bombannes. Ces aires sont composées de tables de pique-nique pouvant accueillir 2 à 3 familles par jour. L'entretien de ces aires est estimé à 30% du budget annuel d'entretien des sites par l'ONF. Au total, ce sont 250 poubelles sur 25 sites (de Carcans à Mimizan) qui ont été retirées progressivement. L'objectif est de réduire les coûts liés à la multiplication des déchets, modifier les comportements usagers, diminuer l'apport de déchets en milieu naturel et éviter le dispersement par la faune (sangliers par exemple) et enfin améliorer la qualité paysagère des sites. Le retrait des poubelles sur site est accompagné de dispositifs connexes comme l'installation de points de tri, zones de tri, containers enterrés, semi-enterrés ou aériens mais nécessite aussi une bonne communication sur le sujet. Dans la continuité de ces premières actions, largement reprises aujourd'hui en dehors des secteurs sous couvert forestier, l'ONF s'est également engagé dans le **dispositif de bacs à marée**, en par-

tenariat avec la société TEO. L'objectif de ce partenariat est de favoriser les entreprises d'insertion, d'avoir un indicateur de l'état écologique des plages (suivi quantifié des déchets) et de pouvoir bénéficier d'une application numérique permettant aux visiteurs de connaître leurs emplacements, avertir lorsqu'un bac est plein, et de les faire participer / s'impliquer à la vie publique. Les bacs à marée sont des réceptacles, souvent en bois, dans lesquels les promeneurs déposent les déchets ramassés sur les plages. Les bacs à marées sont généralement installés sur 6 à 7 mois, en période automnale et hivernale (Octobre-Avril en règle générale) et sont retirés en saison afin qu'ils ne soient pas confondus avec des poubelles de plage.



Bac à marée ONF/TEO à Biscarrosse © GIP Littoral

Les démarches de gestion environnementale des plages engagées par l'Agglomération de Royan

INTERVENANT

Gael PERROCHON
Pôle Aménagement Durable et Mobilité
Agglomération de Royan Atlantique

En 2010, une démarche volontaire autour d'un **plan plage territorial** s'est engagée afin de mettre l'ensemble des partenaires autour d'une table et de discuter des capacités d'accueil et de préservation des sites et milieux. Structurée autour de 6 axes de travail, les questions de communication, d'amélioration de l'information et de gestion environnementale ont fait l'objet de nombreuses réalisations : distribution de cendriers coniques sur la plage (depuis 2014), retrait de 35 douches de plage au profit de rincepieds, formation des agents techniques des communes vers un nettoyage raisonné des plages, mobilisation des opé-

rateurs économiques du territoire sur la gestion environnementale des plages...



Rincepieds Les Mathes © CABA

Désimperméabilisation et gestion des eaux pluviales

INTERVENANTE

Véronique MABRUT
Directrice de la Délégation Adour & Cotiers à Pau
Agence de l'eau Adour Garonne

La politique régionale de l'agence de l'eau Adour Garonne (AEAG) a évolué pour répondre aux problématiques actuelles de changement climatique. On sait que demain les très forts niveaux de précipitations vont s'accroître et il faut pouvoir y répondre pour faire face aux problématiques de contamination et dégradation des milieux aquatiques. Il va falloir résorber les flux à la source.

En matière de gestion des eaux pluviales, les dispositifs « tout tuyaux » sont encore aujourd'hui large-

ment déployés, alors que des alternatives/douces existent. Les possibilités sont nombreuses : des revêtements plus perméables (sols pavés...), penser la multifonctionnalité des terrains, revisiter l'aménagement des villes pour permettre la rétention de l'eau et le maintien de la biodiversité...

L'objectif pour l'Agence de l'Eau est de parvenir à **1 million de m² de surfaces désimperméabilisées**, pour ce faire, l'agence peut accompagner les projets à hauteur de 50%. ●



Aménagement de la salle polyvalente et des noues, Assat (64) © AEAG



Désimperméabilisation du parking de la poste, Assat (64) © AEAG

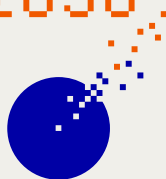
» En savoir +

Télécharger les présentations des participants :

<https://cloud.giplittoral.fr/s/rKi83PE3aKPJeD8>

GIP LITTORAL

2030



MEMBRES DU GIP

—

Services de l'Etat en région, conseil régional Nouvelle-Aquitaine, conseil départemental de la Charente-Maritime, conseil départemental de la Gironde, conseil départemental des Landes, conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques, communauté d'agglomération de La Rochelle, communauté d'agglomération Rochefort Océan, communauté d'agglomération Royan Atlantique, communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord, communauté d'agglomération Bassin d'Arcachon Sud, communauté d'agglomération Pays Basque, communauté de communes de l'île de Ré, communauté de communes de l'île d'Oléron, communauté de communes Bassin de Marennes, communauté de communes Médoc Atlantique, communauté de communes de la Médullienne, communauté de communes des Grands Lacs, communauté de communes de Mimizan, communauté de communes Côte Landes Nature, communauté de communes Maremne Adour Côte Sud, communauté de communes du Seignanx

GIP LITTORAL

—

11, avenue Pierre Mendès-France 33700 Mérignac
T. + 33 (0)5 56 13 26 28
contact@giplittoral.fr

www.giplittoral.fr

